



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR



METTRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AU CŒUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS

P.2

FIERTÉ MONDIALE ET DROITS DE LA PERSONNE À TORONTO

P.3

CARAVANE DE L'EAU POUR DÉTROIT

P.4

NOUVELLES EN BREF

P.4

Voyage d'étude aux Philippines – 2014

PAR KELTI CAMERON



PHOTO: ALLAN LISSNER

À l'invitation des communautés autochtones et non-autochtones locales, le SCFP a participé en juillet 2014 à un voyage d'étude dans la région de Zamboanga del Sur, au sud des Philippines.

La vice-présidente suppléante de la diversité (travailleurs autochtones) de la section locale 3550, Gloria Lépine, était membre de la délégation canadienne qui a rencontré les citoyens des villages miniers de la région où la minière canadienne TVI Pacific mène des activités.

La mission d'une semaine a été organisée par KAIROS

(Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice), en partenariat avec un regroupement philippin de travailleurs d'églises, d'Autochtones et d'étudiants. KAIROS est une organisation vouée à la justice sociale regroupant 11

Suite à la page 2

SCFP

Mettre la solidarité internationale au cœur de nos préoccupations

PAR SAFIA GAHAYR

La réunion stratégique sur la solidarité internationale organisée par le SCFP national en juin dernier a été unique en son genre. Elle regroupait des représentants de mouvements sociaux planétaires, des leaders et des militants communautaires, ainsi que des dirigeants, des membres et des employés du SCFP national.

Nous avons écouté des exposés et participé à des discussions sur l'élaboration de stratégies favorisant la solidarité entre les travailleurs, et ce sur une multitude de questions : les projets en cours au Honduras et aux Philippines, les efforts de reconstruction à Haïti, la recherche de solutions

commerciales alternatives et progressistes, ainsi que l'utilisation des médias sociaux pour promouvoir le militantisme et la justice mondiale, notamment.

Le coordonnateur de Common Frontiers, Raul Burbano, a livré un exposé poignant qui nous a permis de mieux comprendre les difficultés vécues par le peuple hondurien depuis le coup d'État de 2009. Il a présenté un compte-rendu de son séjour au Honduras. La délégation d'observateurs électoraux dont il faisait partie a rencontré différents groupes et visité des communautés touchées par les investissements de sociétés canadiennes dans l'industrie

minière et dans les maquilas. Raul Burbano a souligné que les défenseurs des droits de la personne et les communautés qui résistent sont constamment menacés par la violence et les violations des droits de la personne.

Nous avons également entendu un exposé sur le lien existant entre le capitalisme et l'accroissement de la pauvreté et des inégalités partout dans le monde. Les effets dangereux des politiques néolibérales ont aussi alimenté les échanges lors de la plénière et des discussions en petits groupes. Le rôle du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale et l'importance

qu'ils accordent aux frais d'utilisateurs, à la privatisation et aux programmes d'austérité économique ont entre autres été abordés.

Selon le correspondant canadien du LabourStart Derek Blackadder, les médias sociaux et le travail en faveur de la justice dans le monde vont de paire. Les médias sociaux peuvent être un outil de mobilisation des citoyens et des communautés, et ce au-delà des frontières. Les plateformes de réseautage social comme Twitter et Facebook peuvent être utilisées pour accroître et faciliter notre travail de solidarité internationale. ●



Voyage d'étude aux Philippines

PHOTO: ALLAN LISSNER

Suite de la page 1

églises et organismes religieux. La délégation canadienne comprenait également des membres de Mines Alerte Canada et d'Idle No More.

Les Subanen qui habitent la région dépendent beaucoup des montagnes des environs pour leur survie. Ce sont pour la plupart des fermiers. Malheureusement, les sociétés minières étrangères ne respectent pas les terres du peuple

subanen. Elles ne respectent pas non plus le droit au consentement libre et éclairé des Subanen, pourtant garanti par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les témoignages livrés par les Subanen rappellent d'ailleurs à bien des égards la situation vécue chez nous par les membres autochtones de la délégation canadienne.

La délégation a demandé au gouvernement philippin et

à la Commission nationale sur les peuples autochtones d'améliorer les lois et politiques sur les mines, qui laissent présentement libre court au pillage à grande échelle et à la destruction irréversible de l'environnement. Elle a aussi invité le gouvernement canadien à veiller à ce que les sociétés canadiennes à l'étranger respectent les droits de la personne et de l'environnement.

L'information recueillie dans le cadre de ce voyage d'étude servira à sensibiliser les Canadiens à l'impact des activités des minières canadiennes sur les communautés autochtones et non-autochtones des Philippines. Les renseignements obtenus permettront également de mieux appuyer les efforts déployés par ces communautés pour résister aux activités minières étrangères sur leur territoire. ●



ON S'EST AMUSÉ AU DÉFILÉ DE LA FIERTÉ À TORONTO

PHOTO : SCFP ONTARIO

Fierté mondiale et droits de la personne à Toronto

PAR WENDY JOHNSTON

Cet été, Toronto a été l'hôte de la Conférence sur la Fierté mondiale et les droits de la personne. C'était la toute première édition à se dérouler en Amérique du Nord et la quatrième du genre dans le monde.

Plus de 400 militants, éducateurs, chercheurs et décideurs d'une cinquantaine de pays ont participé à l'événement. Ce forum inspirant a permis aux participants de partager leurs expériences, de célébrer leurs victoires, de faire le point sur les luttes futures et de discuter de stratégies porteuses de changement sur la scène locale, régionale, nationale et mondiale.

La délégation du SCFP comprenait des membres du Comité national du

triangle rose, soit Julie Van Tassell (section locale 3885, Nouvelle-Écosse), Lorenzo Dufrane (section locale 998, Manitoba), la représentante des membres transsexuels et transgenre Audrey Gauthier (section locale 4041, Québec), ainsi que la conseillère à l'égalité du SCFP pour les Maritimes, Wendy Johnston.

Dix jours d'apprentissage et de partage

Chaque bloc comprenait huit séances et notre délégation a choisi les ateliers en fonction

de ses intérêts divers. La séance interactive Fierté au travail : la promotion des droits LGBTQ par les syndicats a été organisée par Rashida Collins du Congrès du travail du Canada et Carol Anne Sceviour de la Fédération du travail de l'Ontario. Animé par le président du SCFP-Ontario Fred Hahn, l'atelier sur les droits au travail des LGBT dans le monde a regroupé un nombre impressionnant de chercheurs et de militants en provenance de Pologne, de Chine, des États-Unis et du Canada. Il a également été question des visions communes des syndicats, des mouvements de femmes LGBT, du pouvoir du boycott et de l'organisation communautaire dans le secteur hôtelier, ainsi que de la possibilité de conclure des ententes-cadres internationales pour faciliter le travail des militants LGBT, des avocats et des syndicats qui défendent la protection de l'orientation sexuelle dans les sociétés multinationales.

Parmi les autres faits saillants de la conférence, il y a eu des exposés sur les effets du colonialisme sur les personnes bispirituelles au Canada et le militantisme des jeunes bispirituels, la lutte internationale contre la criminalisation du sida, la situation des réfugiés LGBT au Canada, le vieillissement, la santé et les besoins sociaux, le rôle des défilés de la Fierté dans la défense mondiale des droits, l'asexualité dans l'éducation sexuelle et les droits des personnes trans dans les pays asiatiques.

Nous avons eu d'intéressantes conversations sur les moyens à prendre pour sensibiliser davantage les leaders syndicaux à la situation des membres LGBT et à la nécessité des projets de lutte contre l'intimidation à l'école. L'événement qui a duré dix jours a pris fin sur un immense succès : le défilé de la Fierté à Toronto. ●



PHOTO : OVERPASS LIGHT BRIGADE

Caravane de l'eau pour Détroit

PAR GREG TAYLOR

Une caravane transportant mille litres d'eau provenant des services publics a été chaleureusement accueillie à Détroit, où plus de 120 000 citoyens manquent d'eau.

Le président national du SCFP, Paul Moist, la présidente nationale du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, et de nombreux militants se sont joints à la caravane qui a transporté l'eau de Windsor à Détroit, afin de montrer leur soutien et leur solidarité avec les résidents de Détroit

qui vivent une véritable crise humanitaire.

En avril, le service de l'eau et des égouts de Détroit (Detroit Water and Sewage Department) a commencé à couper l'eau aux ménages qui ne payaient pas leur facture, une mesure qui a touché plus de 15 000 foyers. La ville a déclaré faillite et beaucoup de familles sont parties en banlieue ou dans d'autres villes. En raison de cet exode, l'assiette fiscale a considérablement diminué. Faute de fonds, une bonne partie de

l'infrastructure publique, dont les réseaux d'eaux potable et usées, ont été laissés en mauvais état. Ceux qui sont restés à Détroit, des Afro-Américains et des personnes à faible revenu pour la plupart, se sont retrouvés aux prises avec une hausse du coût des services publics de 119 pour cent au cours de la dernière décennie.

« Si les banques de Wall Street peuvent être renflouées, les citoyens de Détroit peuvent et doivent être aidés par leurs gouvernements », a déclaré Paul Moist aux sympathisants

rassemblés devant la célèbre statue Spirit of Detroit.

Après la manifestation, la caravane a livré l'eau à l'église épiscopale St. Peter's, où des paroissiens et des militants avaient installé une station d'eau publique pour les personnes touchées par les coupures de services.

« Heureusement, les travailleurs et les citoyens qui croient que l'eau doit être sous contrôle public sont solidaires », a pour sa part affirmé Paul Moist. ●

1. Le monde a été ébranlé par sept semaines de violence cet été à Gaza. Plus de 2100 personnes ont perdu la vie, la plupart des civils, dont environ 500 enfants. Près d'un tiers des 1,8 million de Gazaouis ont été déplacés et beaucoup vivent présentement dans des refuges des Nations Unies. Du côté israélien, 64 soldats et six civils ont perdu la vie. Le SCFP s'est joint à la communauté internationale pour exiger une paix juste. Le SCFP a également écrit au gouvernement canadien pour qu'il reconnaisse la violence injuste et disproportionnée infligée par Israël au peuple gazaoui et qu'il condamne les opérations militaires israéliennes ciblant les civils et l'infrastructure (écoles, hôpitaux, réseaux électriques et d'eau).

2. L'Internationale des services publics (ISP) a tenu un sommet mondial à Washington en septembre pour discuter des négociations commerciales multinationales, notamment l'accord entre le Canada et l'Union européenne (AECG), le Partenariat Transpacifique, le Partenariat Transatlantique pour le commerce et l'investissement et l'Accord sur le commerce des services. Le SCFP a participé à cette rencontre spéciale qui regroupait des leaders et des partenaires des syndicats affiliés à l'ISP. Ces négociations commerciales menacent les services publics et réduisent la reddition de comptes et la transparence des gouvernements.

3. En septembre, des leaders politiques du monde entier étaient à New York pour participer à un sommet de l'ONU sur la crise du réchauffement climatique. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Les participants ont réclamé plus de justice pour les victimes des changements climatiques. Le chercheur du SCFP, Graham Cox, a livré un exposé sur les différences existant entre les coopératives et la propriété publique devant les représentants des Syndicats pour la démocratie de l'énergie (Trade Unions for Energy Democracy), un regroupement de plus de 30 syndicats provenant de 15 pays. En tant que membre de ce regroupement, le SCFP a aussi participé à la Marche des peuples pour le climat.

NOUVELLES EN
BREF

